

économiques positifs continuent d'alimenter la création d'emplois, ramenant le taux de chômage à une moyenne d'environ 8,5 p. 100 en 1998, et d'un peu plus de 8 p. 100 en 1999.

Prévisions des organismes internationaux

Les grands organismes internationaux entendent eux aussi des perspectives économiques favorables pour le Canada. De fait, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'attendent tous deux à ce que le Canada occupe le premier rang, parmi les pays du G-7, en ce qui a trait à la croissance de la production et à la création d'emplois en 1998.

Budgets équilibrés

En 1997-1998, le gouvernement du Canada réussira à équilibrer son budget annuel, ce qu'il n'a pas fait depuis 1969-1970. Il s'agit d'une réalisation spectaculaire par rapport au déficit de 42 milliards de dollars enregistré en 1993-1994.

Le gouvernement s'est aussi engagé à équilibrer le budget en 1998-1999 et en 1999-2000. Pour la première fois en près de 50 ans, le gouvernement fédéral aura équilibré ses comptes pendant 3 années consécutives.

Les besoins financiers — l'argent frais que le gouvernement doit emprunter — ont été éliminés, après avoir atteint un sommet de 34,5 milliards de dollars en 1992-1993. En fait, le gouvernement a enregistré un léger excédent financier (1,3 milliard) en 1996-1997. Cela signifie que, pour la première fois en 27 ans, il n'a pas eu besoin d'emprunter sur les marchés financiers pour soutenir ses programmes ou payer les intérêts sur la dette publique. Grâce à sa politique d'équilibre budgétaire, le Canada réalisera des excédents financiers jusqu'en 1999-2000.

Les besoins financiers ou l'excédent financier correspondent au solde budgétaire pour la plupart des pays industrialisés. De ce point de vue, le Canada est le seul pays du G-7 à avoir équilibré ses comptes. Selon l'OCDE, le Canada a obtenu un léger excédent en 1997 (0,9 p. 100 du produit intérieur brut [PIB]), et devrait enregistrer de nouveaux excédents pour les 2 prochaines années.

Remboursement de la dette

En conséquence, le ratio net de la dette du Canada par rapport au PIB ne peut plus que diminuer. Bien que ce ratio se classe actuellement deuxième parmi les plus élevés des pays du G-7, l'OCDE prévoit que c'est lui qui subira la plus